

BUREAUX: RUE NAIN, 1.

Paris, Roubaix, Tourcoing:
Trois mois 12 f.
Six mois 23
Un an 44

L'abonnement continue, sauf avis contraire

On s'abonne et on reçoit les annonces: A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée; A PARIS, chez MM. Havas, Laffite-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GERANT: J. BENOIST

Le Nord de la France:
Trois mois 15 f.
Six mois 28
Un an 50

ANNONCES: 15 centimes la ligne.
RECLAMES: 25 centimes
On traite à forfait.

ROUBAIX, 27 JANVIER 1871

Voir aux dernières nouvelles

Dépêches télégraphiques

(Service particulier du Journal de Roubaix)

Bordeaux, 23 janvier, 5 h. 15, soir.
Le ministre de l'intérieur aux préfets.
Le 24, les habitants de Gesvres (Mayenne), se sont défendus héroïquement contre des forces ennemies supérieures et leur ont tué du monde.

Paris, 23 janvier, 7 h. 15, soir.
Hier, quelques affaires peu importantes du côté de la Flèche.
On mentionne dans l'est une rencontre près de Mouchard. — sans détails.

Pour copie conforme:
Le préfet du Nord, Paul BERT.

Versailles, 25 janvier.
Messieurs Picard et Dorian ont reçu un sauf-conduit à la requête de M. Jules Favre et viendront conférer avec lui à Versailles.

Besançon, 24 janvier
La ville et les forts détachés sont en parfait état et bien approvisionnés.
Le bombardement de Belfort est très-violent. Les Prussiens dirigent leur feu sur les maisons et les édifices de la ville. Ils ont refusé de laisser sortir les vieillards, les femmes et les enfants.

Le Havre, 26 janvier.
Hier les Prussiens ont réquisitionné à Pont-Audemer.

Vienne, 25 janvier.
L'Abendpost, édition du soir de la Gazette officielle de Vienne, dit que toutes les nouvelles publiées par la presse relativement aux instructions qui auraient été données aux plénipotentiaires de l'Autriche et de Hongrie concernant l'attitude à prendre à la Conférence dans la question du Danube, sont dénuées de toute base authentique.

Rio-de-Janeiro, 6 janvier.
La permission pour les navires étrangers de trafiquer entre les ports brésiliens est prolongée jusqu'à la fin de 1871.

Pesth, 26 janvier
Séance de la chambre basse en réponse à l'interpellation de M. Stratimirovitz.

Le gouvernement ne saurait voir un danger menaçant de germanisation ni dans la réorganisation de l'Allemagne ni dans son désir de maintenir des relations amicales avec elle (adhésion générale) après ses efforts inutiles pour empêcher la guerre le gouvernement a adopté une neutralité complète qui nous empêche de favoriser, un des belligérants ou d'exercer une pression illégale sur l'autre.

Nouvelles de Paris

des 22 et 23 janvier.

PAR BALLON MONTÉ

23 janvier.

PARTIE NON OFFICIELLE.

Le gouvernement de la défense nationale a décidé que le commandement en chef de l'armée de Paris serait désormais séparé de la présidence du gouvernement.

M. le général de division Vinoy est nommé commandant en chef de l'armée de Paris. Le titre et les fonctions de gouverneur de Paris sont supprimés.

M. le général Trochu conserve la présidence du gouvernement.

RAPPORTS MILITAIRES.

Samedi, 27.— Les forts du Sud et les bastions ont soutenu la nuit dernière un feu très nourri. Ce matin, l'ennemi a redoublé d'énergie; toute la journée, il a lancé des obus et bombardé la ville. Ses nombreuses batteries sont constamment en activité.

L'incendie de l'hôpital de Saint-Cloud se développe. On aperçoit les flammes qui commencent à gagner les combles. On voyait aussi d'épais tourbillons de fumée s'élever au-dessus des arbres de Montretout.

Ainsi que l'on devait s'y attendre, le bombardement s'active et s'étend. Vers neuf heures, il a commencé à Saint-Denis. Jusqu'à présent, les dégâts qu'il a occasionnés ne méritent pas d'être signalés.

Aujourd'hui, vers une heure, a commencé un feu très vif sur le fort de Montrouge; ce sont les batteries établies à Bagnex qui tirent. Vers trois heures, l'ennemi démasque de nouvelles batteries, et lance sur le fort des projectiles de plus gros calibre.

La canonnade entre les forts du Sud, les secteurs 6, 7 et 8 batteries prussiennes de Châtillon, Clamart, Bagneux, Meudon et Breteil a été très vive de part et d'autre dans la journée. Un de nos obus a fait sauter une poudrière ennemie au Moulin de Pierre.

L'explosion a été violente et les dégâts qu'elle a dû occasionner des plus sérieux. Le bombardement de Saint-Denis et des forts qui couvrent la ville a commencé ce matin à 8 heures 45. Le feu, très vif pendant la journée, a redoublé contre la ville, depuis la tombée de la nuit. Plusieurs commencements d'incendie ont été promptement éteints.

L'ennemi a continué à canonner Nogent, comme d'habitude, et sans résultat.

INCIDENTS DU SIÈGE.

Ainsi que nous l'avons annoncé, hier matin, des 9 heures a commencé le bombardement des forts et de la ville de Saint-Denis. Malheureusement, l'intensité du bombardement était telle que nos forts ne pouvaient distinguer les batteries prussiennes; ils se trouvaient ainsi dans l'impossibilité de leur répondre efficacement.

A Saint-Denis, les premiers obus ont atterri dans la Grande rue, les maisons portant les numéros 9 et 25, vis-à-vis de l'église de la Légion d'honneur qui sert en ce moment de magasin de vivres.

Dans la journée de jeudi dernier, c'est contre le cinquième corps de l'armée prussienne que nous nous sommes heurtés d'abord. De là, derrière les mêmes murailles, et les mêmes taillis, des mains polonaises avaient reçu l'ordre de nous envoyer leurs balles à la tête. La mort du colonel de la garde nationale Rochebrune, aura été le plus atroce des coups que la discipline a exigés d'elles.

Si les Prussiens ont cru que la nouvelle de l'échec de Chanzy et que l'affaire du 19 ont découragé les Parisiens et s'ils ont jugé à propos d'attirer leur bombardement sur les quartiers Sud de Paris, pour compléter la panique ils se sont encore une fois trompés. Paris, psychologiquement blindé. Il a prouvé depuis le commencement du siège, il le prouvera jusqu'au dénouement de la crise. Le bon sans parisien leur prouvera que ce n'est pas au 127e jour d'un siège qu'une population énergique compromettra pas un moment de faiblesse quatre mois d'efforts nationaux contre l'envahisseur.

Le 19 courant, trois cents gardes du 132e bataillon ont été transportés au fort d'Issy, sous le feu incessant des batteries de Châtillon, de formidables obus chargés. Le transport s'est exécuté dans la nuit avec un ordre et un calme parfaits, et, ajoutons-le, sans aucune perte. La conduite des hommes du 132e en cette occasion, a mérité un ordre du jour du général Corréard, dans lequel le

commandant de la division rend un juste hommage au zèle, à la promptitude et à la régularité dans l'accomplissement de la mission qu'a montrés le bataillon, ainsi qu'à la manière intelligente dont le commandant a su conduire ses hommes.

Si les pertes qu'a faites la garde nationale du 19 ne sont pas considérables; elles n'en sont pas moins douloureuses. Après le vaillant Rochebrune, il faut citer le commandant Marins Topin, du 132e bataillon, qui a disparu dans la mêlée. Ce citoyen, jeune encore, était un historien de mérite qui avait déjà publié une histoire intéressante des guerres de l'Inde, et une curieuse étude sur le Massacre de Jandahar, fils du savant chimiste. Parmi les autres bataillon, et a probablement été tué en combattant un premier rang.

On assure qu'un des chefs actuels de la défense aurait proposé une liste de généraux qu'il s'associerait. Il demandait cinquante mille hommes pour débloquer Paris.

Parmi les bataillons mobilisés de la garde nationale qui ont été plus particulièrement engagés dans la journée du 19, nous signalons les 82e, 116e, 106e, 104e, 122e, 71e et 72e. D'autres renseignements citent les 16e, 18e, 19e, 83e et 85e bataillons formant le 10e régiment.

Il ne faut rien oublier de ce qui peut servir à la gloire du roi Guillaume de Prusse. Nous croyons devoir une place à un de ses hauts faits.

Avant-hier un obus est tombé dans la petite rue de la Parchemierie à quelques pas de l'église Saint-Severin. Le projectile prussien a été le théâtre d'un drame affreux; toute une pauvre famille, qui habitait le quatrième étage y a été, on peut dire, anéantie. Le père a été transporté mourant à l'ambulance de la rue Tournet; un garçon de quatorze ans a été tué sur le coup; une petite fille de six ans a été tuée également, ou, pour parler plus littéralement coupée en morceaux, et cela est si vrai que, lorsqu'on a voulu l'ensevelir, on a été obligé de ramasser, des débris sanglants, et de les envelopper dans une serviette. La mère blessée grièvement a perdu la raison. Les psychologues allemands doivent être aussi satisfaits que glorieux de leur futur Empereur.

L'Armistice et les entrevernements.— Le Mont-Valérien est resté muet avant-hier; un armistice a été réglé. Une escouade de frères des écoles chrétiennes, conduits par leur supérieur général, et des voitures des ambulances de la presse se rendaient suivant les ordres reçus le matin, vers midi, à la maison Crochard, qui se trouve au sommet de la colline conduisant au parc de Buzenval. Des brancardiers municipaux attendaient dans la plaine de vignes s'étendant en face du mur crénelé du parc que l'intendant Dallemagne eût réglé les conditions de l'enlèvement des morts.

Les Prussiens ne permirent pas la recherche des morts dans l'intérieur du parc; ils s'engagèrent à les déposer tous à la limite murée de leurs postes et c'est là que frères et brancardiers devront les aller chercher pour les ramener dans la fosse creusée dans la plaine ou dans les voitures.

Cette lugubre besogne a été commencée un peu tard et la nuit arrivant, n'ap pas permis qu'elle fut achevée; elle sera continuée le lendemain.

Par ordre, les corps des gardes nationaux seront ramenés à Paris; quelques uns ont pu cependant, avant que cet ordre fut transmis, être déposés dans la cimetières de Rueil avant l'arrivée des ambulances retenues par le mauvais état des chemins.

Le maire de Rueil a dû prévenir aussitôt les chefs de corps et ne fera procéder à l'inhumation que pour les morts réclamés. Ont été recueillis hier et ramenés dans Paris (ou ils devaient être déposés à l'hôpital Beaujon) 147 gardes nationaux et 5 officiers. 53 soldats de ligne ou de la mobile ont été inhumés dans le champ qui s'étend en face du parc de Buzenval.

DERNIERS AVIS.

Paris, 22 janvier 1871, 11 h. 48 m. du matin.

Général Callier, commandant du 2e secteur au maire de Paris,

Le passage de Flourens à la mairie du 20e arrondissement a coûté environ 2,000 rations de pain supprimées ou emportées. La commission municipale est dans le plus grand embarras; elle compte sur vous pour obtenir le remplacement de ces 2,000 rations soit par l'Hôtel-de-Ville, soit par une intendance quelconque. C'est un besoin d'ordre public et des plus urgents.

Pour copie conforme:

Le ministre de l'Intérieur par interim, JULES FAVRE.

2 heures après-midi.— Une vive agitation règne aux abords de l'Hôtel-de-Ville. Quelques gardes nationaux en armes, descendus, dit-on, de Belleville, ont voulu y pénétrer; mais ils en ont été empêchés par un bataillon de mobiles placés à l'intérieur.

Des orateurs improvisés pérorèrent dans les groupes d'un sens très-hostile non-seulement à la direction militaire suivie jusqu'à présent, mais encore au gouvernement lui-même. Le mot d'ordre parait être de demander l'élection immédiate d'une assemblée qui prendrait au moins les affaires de Paris.

Tandis que le trouble règne autour de l'Hôtel-de-Ville, les Prussiens continuent, avec une sorte de rage leur canonnade contre nos forts du Sud et les quartiers de la rive gauche. Ils continuent aussi le bombardement des forts de la ville de St-Denis. Partout notre artillerie répond vigoureusement.

Des précautions ont été prises au palais du Gouverneur et dans divers ministères.

9 heures 45 minutes.— Des coups de fusil sont tirés sur la place de l'Hôtel-de-Ville. Les curieux prennent la fuite.

Un ballon-poste, le général Damnosnil est parti cette nuit, à 3 heures, de la gare de l'Est, où MM. Godart ont récemment transporté leurs ateliers.

23 janvier.

INSURRECTION A PARIS.

Les auteurs de désordre ont voulu avoir une seconde journée; celle du 31 Octobre ne leur a pas suffi. Leur démençe n'a jamais été au-dessous de leur impuissance, aussi ne faut-il point s'étonner de la nouvelle échauffourée qui a eu hier, pour théâtre la prison Mazas, la mairie du 20e arrondissement et la place de l'Hôtel-de-Ville. On s'attendait depuis quelques jours à cette criminelle équipée et Paris, à l'heure qu'il est, la dispersion de la bande Flourens une fois effectuée, le jugement des coupables sévèrement commencé, ne songe plus qu'à reprendre l'action contre les troupes prussiennes. La province envisagera, à son tour, de la même façon, la tentative insensée de quelques centaines de misérables, dont les cours martiales vont cette fois punir avec sévérité la connivence odieuse avec l'ennemi.

Des hier soir, la tranquillité était rétablie dans le quartier de l'Hôtel-de-Ville, et aujourd'hui, vers deux heures, de l'après-midi, les quelques troupes qui bivouaquaient encore dans la Cité et sur l'avenue Victoria, sont rentrées dans leurs quartiers, ne laissant à l'Hôtel-de-Ville que les postes de sureté des jours ordinaires. La police est à la recherche de Flourens et de ses principaux complices. Toujours prudents, ils ont su échapper aux mobiles et aux gardes nationaux au moment où ils tentaient d'assassiner ces derniers par surprise; mais on ne tardera pas à être sur leurs traces.

Voici d'ailleurs les divers documents officiels qui énumèrent les incidents de la journée du 22 janvier et les mesures prises pour la répression des émeutes et le rétablissement de l'ordre.

Nous lisons dans le Journal officiel:

La nuit dernière, au moment même où le gouvernement de la défense nationale achevait de délibérer sur les nouvelles mesures dont le Journal officiel a, ce matin, informé le public, on apprenait que la prison de Mazas venait d'être forcée par une poignée d'agitateurs. Plusieurs prévenus politiques, parmi lesquels M. Flourens, avaient été mis de vive force en liberté.

Après ce premier acte de violence, les émeutiers, en assez petit nombre, se sont portés sur la mairie du 20e arrondissement, dans le but d'y installer le quartier-général de l'insurrection. Leur entreprise n'a pas obtenu un succès de longue durée. Néanmoins elle s'est assez prolongée pour qu'ils aient pu commettre les actes les plus blâmables. Les insurgés, en effet, au risque de livrer au supplice de la faim toute la population indigente de Belleville, se sont emparés de 2,000 rations de pain. Ils ont, en outre, bu une barrique de vin, réservée aux nécessités et dévalué un épicer du voisinage. M. Flourens s'est retiré en disant qu'on n'était point en nombre et qu'on reviendrait. Le commandant du 2e secteur, aussitôt qu'il a été avisé de l'envahissement de la mairie, a envoyé quelques compagnies de garde nationale, et la Mairie a été évacuée sans effusion de sang. A 6 heures et demie, l'ordre était complètement rétabli à Belleville.

Pendant la matinée la ville semblait calme, tout danger de tumulte paraissait écarté. Le conseil de gouvernement, constitué en permanence, délibérait avec le nouveau commandant en chef, dont on venait d'afficher la proclamation. Une autre réunion avait lieu au ministère de l'instruction publique, elle se composait de MM. Dorian et Jules Simon, membres du gouvernement; de MM. François Favre, Henri Martin, Armand de l'Arrière, Clémenceau, Bonalet, Tizard et Hisson, maires de divers arrondissements de Paris; enfin de 9 officiers, parmi lesquels on comptait 1 général, 3 colonels et 3 chefs d'escadrons. 2 des colonels appartenaient à la garde nationale. Cette réunion a donné lieu à une discussion du plus vif intérêt et tous les assistants, tour à tour consultés, ont apporté au débat le tribut de leur expérience et de leur patriotisme.

A l'heure même de cette réunion, les émeutiers vaincus le matin à la mairie, reprenaient courage. La place de l'Hôtel-de-Ville se garnissait de groupes nombreux et animés, sans qu'il y eut pourtant à prévoir aucune tentative de violence. Deux députations avaient été successivement introduites auprès des membres de la municipalité; le colonel Vabre, commandant militaire le reconduisait jusqu'à la grille extérieure lorsque 100 ou 150 gardes nationaux, appartenant pour la plupart au 101e de marche, avec officiers et tambours, débouchèrent sur la place de l'Hôtel-de-Ville.

Il n'y avait à ce moment aucune troupe au dehors, on avait même retiré les factionnaires de l'extérieur. Seuls, le commandant de l'Hôtel-de-Ville et les officiers du bataillon du Finistère étaient sur le trottoir, entre la grille et la façade, parlant à la foule et l'exhortant au calme. Tout-à-coup les gardes-nationaux qui venaient d'arriver et qui s'étaient disposés, non en masse mais par petits groupes, répandus selon un certain ordre sur toute l'étendue de la place, mirent le genou en terre et firent feu sur 3 ou 4 officiers de la garde mobile placés auprès de la porte de la Mairie, sans les atteindre. Le colonel Vabre, qui était devant l'autre porte, celle du gouvernement les interpella avec indignation. Un individu en bourgeois qui paraissait donner des ordres aux gardes nationaux, et qui se vantait d'être un commandant révoqué, donna l'ordre de faire feu, cette fois sur le colonel. Une centaine de coups sont tirés. Un des officiers de la garde mobile, l'adjutant-major Bernard, est grièvement blessé aux deux bras et à la tête. C'est seulement en le voyant tomber que les gardes mobiles font feu à leur tour, et la place se trouve instantanément vidée.

Néanmoins, tout n'était pas terminé. La fusillade recommença. Elle partait des encadrements des rues qui font face à la place des angles du quai et de la rue de Rivoli; elle partait surtout des fenêtres de deux maisons voisines du bâtiment de l'assistance publique. Le feu des assaillants était dirigé contre les fenêtres du premier étage de l'Hôtel-de-Ville, dont tous les carreaux furent brisés. Malgré l'emploi des balles explosives et de petites bombes fulminantes qu'on a ramassées en grand nombre au-dehors et au-dehors de l'Hôtel-de-Ville, nul n'a été blessé dans l'intérieur.

Au bout de quelques minutes, l'arrivée des gardes républicains mettait en fuite les émeutiers. Une vingtaine d'individus ont été faits prisonniers dans les maisons d'où la fusillade était partie. Ce triste combat, engagé au bruit des obus prussiens qui pleuvaient sur la rive gauche et la ville de Saint-Denis, n'a pas duré plus de 20 minutes. Le capitaine du 101e a été arrêté. D'après les renseignements recueillis jusqu'à présent, il y avait 5 morts et 10 blessés.

Le Gouvernement de la défense nationale,

Considérant que, à la suite d'excitations criminelles dont certains clubs ont été le foyer, la guerre civile a été engagée par quelques agitateurs, désavoués par la population tout entière;
Qu'il importe d'en finir avec ces détestables manœuvres qui, dans les circonstances actuelles sont un danger pour la patrie et qui, si elles se renouvelaient, entacherient l'honneur, irréprochable jusqu'ici, de la défense de Paris, décrète:

Art. 1er. Les Clubs sont supprimés jusqu'à la fin du siège. Les locaux où ils tiennent leurs séances seront immédiatement fermés.

Les contrevenants seront punis conformément aux lois.

Le gouvernement de la défense nationale,

Considérant que la nécessité de maintenir la paix publique, en face de l'ennemi, exige une action rapide de la justice militaire, décrète:

Art. 1er. Le nombre des conseils de guerre de la 1re division militaire est porté de deux à quatre.

Art. 2. Les nouveaux conseils de guerre seront immédiatement constitués par le ministre de la guerre.

Le Gouvernement de la défense nationale,

Considérant que les journaux le Réveil et le Combat contiennent chaque jour des excitations à la guerre civile;
Que leur publication devient, en présence des crimes qui viennent d'être commis contre la sûreté de l'Etat, un danger public auquel la Cité de la défense ne peut plus longtemps être exposée;
Que la situation actuelle de Paris fait au Gouvernement un devoir de recourir